



# Trouble dans le féminisme

**Antisémitisme.** Le 8 mars, à Paris, des féministes juives ont été agressées.

PAR VALENTINE ARAMA

«**S**ionistes, fascistes, c'est vous les terroristes», «Palestine vaincra, Palestine vivra», «Israël casse-toi, la Palestine n'est pas à toi». Slogans hostiles, jets de projectiles, insultes... Lors de la manifestation parisienne organisée vendredi 8 mars pour la Journée internationale des droits des femmes, des membres des collectifs Nous vivrons et No Silence ont été violemment agressées.

Venues porter la voix des Israéliennes victimes du Hamas le 7 octobre et celle des quatorze femmes toujours détenues dans la bande de Gaza, elles ont finalement dû être exfiltrées par la police. Un douloureux *bis repetita* pour ces dernières, déjà empêchées de manifester le 25 novembre lors d'une marche contre les violences faites aux femmes organisée par #NousToutes. Cette fois, le collectif organisateur, qui regroupait une cinquantaine d'associations féministes, avait pourtant accepté que No Silence et Nous vivrons fassent partie du cortège officiel, non sans réticences, et sous réserve qu'aucun drapeau d'Israël ne soit brandi.

Après une semaine de pourparlers, la participation des deux col-

**Face-à-face.** Des militantes propalestiniennes interpellent les membres du collectif Nous vivrons.



**Violences.** Omar Somi, d'Urgence Palestine, lance des bouteilles sur les collectifs nés après le 7 octobre.

lectifs, nés au lendemain des massacres perpétrés en Israël, avait été votée en assemblée générale. «*Normalement, il n'y a jamais besoin de demander une telle autorisation*», note une féministe présente le 8 mars, qui préfère taire son identité, signe du profond malaise qui règne en ce moment dans ces milieux militants. Malgré l'accord officiel, quelques organisations s'étaient publiquement opposées à la venue de Nous vivrons, qualifié de collectif «*sioniste*» défendant l'«*impérialisme israélien*». Sarah Aizenman, sa présidente, s'attendait à des provocations, mais pas d'une telle ampleur. Plusieurs femmes ont reçu des tessons de bouteille, qui ne les ont, fort heureusement, blessées que légèrement.

LAFARGUE RAPHAEL/ABACA - CAPTURE ÉCRAN INSTAGRAM NOUS VIVRONS



Passé le choc, Sarah Aizenman dénonce une « lame de fond antisémite » qui déferle dans les mouvements féministes. « Et si ce n'est pas de ça qu'il s'agit, qu'on me réponde: qu'est-ce qui dérange dans notre présence ? » Mélanie Pauli-Geysse, à la tête de No Silence, va plus loin: « Ce qu'on a vu dans les rues le 8 mars, c'est de l'apologie du terrorisme et, depuis, un silence coupable. » Après la manifestation, Sarah et Mélanie n'ont reçu aucun message de soutien de la part des collectifs présents. Seule la Fondation des femmes a posté un message sur X (ancien Twitter), dénonçant les faits du bout des lèvres, en écrivant: « Chaque femme qui vient manifester pour les droits des femmes doit pouvoir le faire en toute sécurité. Les désaccords

JEANNE ACCORSINI/SIPA

**Cortège.** Des manifestantes venues défendre les droits des femmes israéliennes, place de la Bastille.

sont possibles, pas la violence, quelle que soit sa forme. » Contactée, Sarah Becker, membre du comité exécutif de la Fondation des femmes, se veut plus claire et dénonce sans ambages les violences et les insultes « sexistes et antisémites » proférées: « Il semblerait que certaines aient été traitées de "sales putes juives", un comble pour une manifestation de cette nature. »

Interrogée sur sa position ambiguë vis-à-vis de Nous vivrons depuis le 25 novembre, la coordination nationale de #NousToutes, dont plusieurs comités locaux se sont opposés à la venue du collectif le 8 mars, justifie son veto. « Après des accusations mensongères à notre rencontre après le 25 novembre, ayant occasionné un cyberharcèlement violent de nos militantes, nous avons exprimé notre refus de ce cortège en amont du 8 mars », indique l'une de ses représentantes. Des faits pour lesquels elles ont cependant « renoncé à engager des poursuites », celles-ci « n'aboutissant que très rarement » et nécessitant, selon elles, « des ressources financières qu'elles n'ont pas ».

« En tant que féministe universaliste, quel que soit l'argument, qu'un mouvement ne veuille pas d'un autre, c'est quelque chose que je ne peux pas comprendre », regrette de son côté Catherine Kintzler, philosophe proche d'Élisabeth Badinter. Efficace par le degré de violence atteint, elle parle d'un antisémitisme « décomplexé », d'« inquisiteurs » qui pardonnent tout aux agresseurs, sous prétexte qu'ils feraient partie des « bons opprimés ». « Quand ce sont n'importe quelles femmes du monde qui se font attaquer, tout le monde monte au créneau, pourquoi n'est-ce pas le cas quand elles sont juives ? » se désole Sarah Aizenman. « Aujourd'hui,

on tient davantage compte de la nature de l'agresseur que de l'agressé: s'il est musulman, non occidental, on lui pardonne tout, résume la philosophe. Tout est désormais analysé sous le prisme du dominant-dominé. » Une vision intersectionnelle de la qualité de victime, réductrice et dangereuse.

Pour balayer les accusations d'antisémitisme, et justifier l'absence de réaction après ce 8 mars, les militantes féministes ont aussi pointé du doigt le service d'ordre des collectifs de femmes défendant les victimes israéliennes. Accusées de s'être entourées de la controversée Ligue de défense juive, les quelque cinq cents femmes présentes étaient en réalité entourées du Service de protection de la communauté juive (SPCJ), émanation du Conseil représentatif des institutions juives de France, qui collabore de manière étroite avec le ministère de l'Intérieur. « Le fait que ce service d'ordre soit exclusivement masculin n'était peut-être pas rassurant pour les femmes présentes », avance la jeune féministe, qui préfère rester anonyme. Sur les réseaux sociaux, les militants pro-Palestine ont accusé ces hommes d'être à l'origine des heurts, sans que rien ne l'atteste. « On n'aurait pas eu le service d'ordre, je ne sais pas comment on serait sorties de la manif », argue au contraire Mélanie Pauli-Geysse, qui assure qu'elles ont été les premières prises pour cible.

À Bordeaux, des femmes juives venues participer à une manifestation similaire, sans service d'ordre, ont d'ailleurs été attaquées aussi brutalement qu'à Paris. « Je ne sais pas si on peut parler de prétexte, mais c'est en tout cas un moyen de minimiser les violences », juge la militante. Malgré cette violente séquence, Sarah Aizenman assure que Nous vivrons continuera de participer au combat des droits des femmes: « Ce n'est pas parce qu'on nous chasse qu'on ne va pas revenir. On fait partie de la communauté nationale. La question qui se pose maintenant, c'est de savoir comment on fait pour avancer ensemble. » ■

**« Si l'agresseur est musulman, non occidental, on lui pardonne tout. »**

Catherine Kintzler, philosophe